



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2013
Français
Original : espagnol

Soixante-huitième session

Point 115 c) de l'ordre du jour provisoire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de 14 membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 18 juillet 2013, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature de l'Uruguay au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016, dans le cadre des élections qui se tiendront au cours de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, en octobre et en novembre 2013, à New York.

À cette fin, et en application de la résolution 60/251, la Mission permanente de l'Uruguay joint en annexe le document intitulé « Candidature de l'Uruguay au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016 » (voir annexe) et serait reconnaissante au Bureau de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale.

La Mission permanente de l'Uruguay se permet ainsi d'appeler l'attention sur les engagements volontaires que se promet de prendre l'Uruguay et sur les contributions volontaires qu'il entend faire s'il est élu. Par ailleurs, le document joint récapitule les contributions de l'Uruguay aux travaux du Conseil des droits de l'homme et les mesures adoptées par le pays conformément aux engagements qu'il a pris durant son mandat au Conseil entre 2009 et 2012.

* A/68/150.



**Annexe à la note verbale datée du 18 juillet 2013
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente de l'Uruguay auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Uruguay au Conseil des droits
de l'homme pour la période 2014-2016**

**Engagements pris volontairement par l'Uruguay conformément
à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

L'Uruguay a décidé de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016 fort des expériences et réalisations suivantes :

Engagements tenus

1. État membre du Conseil des droits de l'homme dès la création de cet organe, l'Uruguay a joué un rôle dynamique et constructif dans l'institutionnalisation du Conseil et dans le renforcement de ses mandats et outils de travail. Son engagement actif dans ce nouvel organe chargé de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au niveau mondial lui a permis d'être réélu en 2009 et de participer aux travaux du Conseil pendant six années en tout.
2. L'Uruguay est partie aux principaux traités internationaux et interaméricains relatifs aux droits de l'homme et a en outre reconnu la compétence de tous les organes chargés de surveiller l'application des traités, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau du continent américain.
3. Depuis 2005, l'Uruguay a adressé une invitation permanente à tous les titulaires de mandats des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, comme il l'avait déjà fait en 2007 dans le cadre du système interaméricain. Il a en outre lancé plusieurs invitations thématiques, et six visites dans le pays ont été organisées dans ce cadre depuis 2009¹.
4. La présentation de rapports nationaux aux divers organes de surveillance de l'application des traités est l'une des preuves les plus concrètes de la volonté de coopération des États avec le système. En 2012, l'Uruguay s'est fixé comme objectif de combler le retard accumulé dans la présentation de ses rapports et en a

¹ Les visites ont été les suivantes : visite du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2009 (et visite de suivi en 2012), visite de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants en 2010, visite de la Rapporteuse spéciale sur la promotion de la réalisation du droit à l'eau potable et à l'assainissement en 2012, visite académique du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction en 2012. En septembre/octobre 2013, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition se rendra en Uruguay (visite confirmée). En outre, en octobre 2011, l'Uruguay a reçu la visite de la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme et à plusieurs occasions le pays a reçu la visite du Représentant régional pour l'Amérique du Sud de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

ainsi présenté huit². Les acteurs gouvernementaux concernés ont été appelés à participer à l'élaboration des rapports et un mécanisme de consultation de la société civile et de l'Institut national des droits de l'homme et Bureau du Défenseur du peuple a été mis en place à partir de mai 2012.

5. L'Uruguay a été le premier pays au monde à présenter son rapport initial au Comité des disparitions forcées et a donc été le premier pays dont le rapport a été examiné par ce dernier, en avril 2013.

6. L'Uruguay a présidé le Conseil des droits de l'homme du 20 juin 2011 au 31 décembre 2012. L'Ambassadrice Laura Dupuy a été la première femme à présider cet organe depuis sa création en 2006. Pendant qu'il exerçait cette responsabilité, l'Uruguay a lancé une série d'initiatives visant à renforcer le système universel de protection des droits de l'homme, en promouvant la coopération avec celui-ci et en veillant à utiliser de façon plus rationnelle, objective et non sélective les procédures spéciales mises en place par le Conseil, afin d'instaurer un climat propice à la collaboration et au renforcement des capacités nationales.

7. Pendant sa présidence, l'Uruguay a fait le pari de rapprocher progressivement les mécanismes du Conseil et les États afin de stimuler le dialogue et la coopération avec les pays concernés, sans perdre de vue la nécessité d'entendre les victimes, de prévenir les abus ou les violations des droits de l'homme, ou de les sanctionner le cas échéant. Il s'est également employé à faire en sorte de mieux intégrer les divers aspects des droits de l'homme et de renforcer la coordination entre le système universel de protection des droits de l'homme et les autres organismes, notamment les organismes régionaux et sous-régionaux. De même, il a fait de la prise en compte de la problématique hommes-femmes une priorité, afin d'appuyer la réalisation des droits des femmes et leur autonomisation.

8. Par ailleurs, l'Uruguay a veillé à ce que la société civile et les organisations non gouvernementales soient pleinement associées aux travaux du Conseil. À cet effet et grâce aux outils qu'offrent les technologies, des représentants de la société civile et des ONG ont pu participer aux sessions des différentes instances du Conseil sans être présents à Genève, notamment ceux de petites ONG et de modestes instances nationales de défense des droits de l'homme qui disposent de ressources limitées et qui sont géographiquement éloignées.

9. Aussi bien en tant que membre du Conseil que lors de sa présidence, l'Uruguay a œuvré au renforcement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en soulignant notamment la nécessité de le doter de ressources plus importantes, provenant aussi bien du budget ordinaire que de contributions volontaires non préaffectées, afin qu'il puisse s'acquitter le plus efficacement possible des missions toujours plus nombreuses qui lui sont confiées chaque année, et de réaliser un plus grand nombre d'activités de coopération technique. L'année dernière, l'Uruguay a multiplié par trois le montant de ses contributions volontaires au Haut-Commissariat³. Le Haut-Commissaire est un personnage clef du système

² Rapports présentés au Comité contre la torture, au Comité des droits de l'enfant (3 rapports), au Comité des droits de l'homme, au Comité des disparitions forcées, au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et au Comité des droits des personnes handicapées. Les derniers rapports au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et au Comité des droits des personnes handicapées ont été présentés début 2013.

³ Une contribution de 30 000 dollars des États-Unis a été versée début 2013.

international de protection des droits de l'homme, son rôle n'a cessé de prendre de l'importance au fil des ans et l'expérience montre qu'il doit encore être renforcé.

10. L'Uruguay estime que l'examen périodique universel constitue un progrès majeur dans le processus de renforcement du système international de promotion et de protection des droits de l'homme. En 2009, il a souscrit à toutes les recommandations qui lui ont été faites dans ce cadre (88 au total).

11. De même, l'Uruguay considère qu'il importe également de mettre en place un suivi des engagements pris par chaque État dans le cadre de l'examen périodique universel ainsi que de l'application des recommandations formulées à l'issue de l'examen. Sans contrôle, les engagements des pays peuvent n'être que des vœux pieux et les recommandations rester lettre morte. C'est pourquoi, en septembre 2012, l'Uruguay a présenté son rapport périodique sur l'application des recommandations qui lui ont été faites lors de son examen périodique. Ce dernier a été envoyé aux missions permanentes de l'Uruguay à Genève et à New York et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et publié sur le site Web du Ministère des relations extérieures de l'Uruguay, en espagnol et en anglais.

12. Depuis le début des années 90, l'Uruguay conduit les négociations concernant la résolution sur les droits de l'enfant, tant à New York qu'à Genève, laquelle est le fruit de la coopération entre le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Union européenne. Ces débats ont permis d'avancer dans la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses Protocoles facultatifs. De même, dans le cadre de la résolution sur les droits de l'enfant, deux mandats axés sur la promotion et la protection de l'enfance ont été créés : le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Représentant spécial chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, qui viennent compléter les mandats spécifiques du Conseil des droits de l'homme et les missions du Comité des droits de l'enfant.

Engagements pour l'avenir

13. L'Uruguay s'est fixé les objectifs suivants :

a) Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, qu'il a signé lors de la session extraordinaire du 28 février 2012;

b) Mettre en place, au cours de la période 2015-2020, un système national de protection sociale qui serve de cadre légal à une politique universelle en faveur des groupes sociaux les plus vulnérables et de l'autonomie des personnes dépendantes;

c) Ramener les taux de dénutrition et de mortalité infantile au niveau de l'objectif national fixé pour 2015 dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement;

d) Renforcer l'Institut national des droits de l'homme et Bureau du Défenseur du peuple en vue de le faire accéder au statut A et de le mettre en conformité avec les Principes de Paris. . En outre, il entend continuer à renforcer la structure institutionnelle chargée de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au niveau national;

e) Instaurer un mécanisme de prévention de la torture conforme au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, placé sous l'égide de l'Institution nationale des droits de l'homme;

f) Assurer le suivi de l'application des recommandations formulées par le Conseil à l'issue de l'examen périodique universel, par les organes de surveillance de l'application des traités et les titulaires de mandats de procédures spéciales thématiques ainsi que par d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire;

g) Actualiser la législation nationale et la mettre en conformité avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, en y intégrant les éléments ajoutés à la Conférence de révision du Statut de Rome de Kampala, comme le crime d'agression;

h) Renforcer l'Institut national de l'adulte (INMAYORES) à l'occasion de la mise en œuvre du premier Plan national sur le vieillissement et la vieillesse et, une fois ce plan évalué, en préparer un deuxième du même type;

i) Élaborer un Plan national pour l'égalité des chances et des droits des personnes handicapées;

j) Éliminer la pauvreté dans les cinq prochaines années.

Conclusion

14. L'Uruguay a joué un rôle actif et constructif au sein du système universel de promotion et de protection des droits de l'homme. De la même manière, au niveau national, il se comporte en État responsable, soucieux de la transparence et engagé à l'égard des droits de l'homme.

15. Pour toutes ces raisons, l'Uruguay espère que sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014/2016 bénéficiera du soutien des États Membres de l'Organisation des Nations Unies lors des élections prévues à New York en 2013.